

# MAI 68 : plus que jamais d'actualité...

**Philippe Meirieu**

Juillet 2007 (entretien publié partiellement dans *Politis*)

Quand Nicolas Sarkozy s'en est pris à l'héritage de 1968, qui a, selon lui, « liquidé l'école de Jules Ferry qui était une école de l'excellence, du mérite, du respect, une école du civisme, (...) une école qui transmettait une culture commune et une morale partagée... », que visait-il ?

Nicolas Sarkozy a une vision vraiment déformée de l'école de Jules Ferry : il omet de dire qu'elle était portée par une idéologie nationaliste exacerbée, que l'on y apprenait le maniement de la baïonnette dans les bataillons scolaires, qu'on y chantait à tue-tête les chansons de Déroulède et, surtout, que Jules Ferry n'a jamais cherché à démocratiser l'accès aux savoirs de haut niveau. Après la Commune, il fallait autant « contenir » le peuple que l'instruire. On a ainsi laissé fonctionner deux écoles publiques à côté de l'école privée : une payante et une gratuite ! Cela dit, Jules Ferry a placé l'école laïque au cœur du projet républicain, a donné une ambition à la France. Il faut le comprendre comme un moment de notre histoire... Mais, en réalité, c'est une constante du discours réactionnaire de mythifier le passé et d'oublier l'histoire !

De la même manière, d'ailleurs, Nicolas Sarkozy mythifie Mai 68 et réduit cet événement à une sorte d'irruption libertaire. Il oublie que ce fut un sursaut contre la chape de plomb qui étouffait alors notre pays dans tous les domaines. Il identifie Mai 68 aux « pédagogies nouvelles » qui datent de... 1899 ! Il ignore que les « méthodes actives » sont inscrites dans la tradition de l'Éducation populaire et que, justement, cette tradition vise la construction d'une culture commune et de valeurs partagées.

On fonctionne sur le principe du bouc émissaire : au lieu de regarder en quoi notre société et son mode de fonctionnement – la consommation érigée en principe – détruit le lien social, on désigne des coupables : et ce

sont précisément ceux qui se sont battus farouchement pour réintroduire les valeurs de solidarité, d'émancipation, de démocratisation...

*Avec les questions de règles, de normes, de morale, de respect, Nicolas Sarkozy a appelé à « restaurer l'autorité ». « Retour à l'autoritarisme », avez-vous rétorqué, en réagissant à ses propos. Comment appréhender ces notions d'autorité et de respect dans la perspective éducative sans verser dans l'autoritarisme ?*

L'autorité en soi – pas plus que le travail, d'ailleurs – n'est pas une valeur. De même que le travail peut être aliénation – on rougit d'avoir à rappeler une telle évidence ! -, l'autorité peut-être assujettissement. Prenons la définition traditionnelle de l'autorité : « capacité d'obtenir quelque chose de quelqu'un sans recourir à la contrainte »... Personne, même parmi les éducateurs les plus libertaires, ne nie qu'éduquer un enfant, c'est toujours lui imposer des frustrations : impossible de donner satisfaction à tous ses caprices sans devenir son esclave... De même, tous les professeurs reconnaissent et revendiquent le fait d'imposer des exigences à leurs élèves, tant en ce qui concerne leur comportement que leur travail.

La vraie question, pour moi, c'est de comprendre ce qui rend la frustration acceptable et l'exigence féconde. Comment se fait-il qu'il y ait des situations où un enfant peut accepter de surseoir, voire de renoncer, à ses pulsions parce qu'un adulte le lui demande ? Comment se fait-il qu'il existe des classes, des groupes où l'exigence est bien vécue, acceptée, intégrée et fait progresser ? Je crois que l'autorité est non seulement acceptable, mais constructive dès lors qu'elle s'inscrit dans la promesse d'un futur qu'on peut entrevoir et auquel on peut adhérer. Certes, un enfant, un adolescent ne sont pas toujours en mesure de se représenter tout ce que les renoncements du moment vont porter de satisfactions futures... C'est la raison pour laquelle, l'exercice de l'autorité ne peut jamais évacuer des conflits. Mais l'exercice de l'autorité est éducatif quand l'adulte incarne une promesse crédible. C'est pourquoi ce qu'on nomme aujourd'hui « crise de l'autorité » est, en réalité, une crise du futur : nous n'obtenons pas facilement l'obéissance des jeunes générations simplement parce que nous sommes devenus incapables d'incarner, à leurs yeux, un avenir, un horizon, quelque chose qui justifierait qu'ils ne vivent pas seulement dans la satisfaction du présent.

*N'est-ce pas justement ce culte du présent qui fait que les jeunes contestent l'autorité des adultes et des institutions ?*

En réalité, les enfants et les adolescents sont extrêmement dociles quand il s'agit, précisément, de se soumettre aux « autorités du

présent » : peut-on vraiment dire qu'il n'y a plus d'autorité quand Sony se targue de mettre des millions de jeunes dans la rue pour acheter sa nouvelle console, que Nike « fait autorité » en matière sportive et que certaines « stars » de la télévision sont capables de drainer des foules immenses auxquelles elles pourraient faire faire n'importe quoi ? Le communautarisme et ses phénomènes tribaux n'est pas, à cet égard, un monopole de l'intégrisme islamiste ! En réalité, beaucoup de jeunes se soumettent aveuglement à des autorités d'emprise qui leur permettent de sortir de leur solitude. Ces jeunes-là, non seulement, n'ont pas subi l'influence de Mai 68, mais l'urgence est de leur permettre de s'émanciper par rapport à toutes les formes d'emprise du présent... Et, pour cela, il faut justement inscrire l'autorité dans un futur.

*N'est-ce pas une question politique ?*

Il nous faut un projet capable de donner du sens aux interdits et du poids à nos impératifs. Politiquement, c'est la question d'un récit historique mobilisateur... Socialement, c'est la question du fatalisme et de l'enkystement de la société française qui désespère les jeunes et ridiculise complètement la vieille rengaine : « Travaille et tu réussiras ! »... Moralement, c'est la question de la crédibilité d'une génération aujourd'hui au pouvoir et qui ne cesse de laisser entendre : « Fais ce que je dis, ne fais pas ce que je fais ! »... Pédagogiquement, c'est la question de l'inscription des apprentissages dans des problèmes et des questions qui en font des solutions émancipatrices et non des occasions de sélection... Psychologiquement, c'est la question de l'adulthood : sommes-nous capables d'incarner une promesse pour nos enfants ?

La réponse autoritariste est le pire des maux : on tente de contenir dans le présent des forces qu'on devrait orienter vers le futur. On est dans la partie de bras de fer, alors qu'on devrait être dans un « faire ensemble » où peut émerger la nécessité des rôles, le respect des compétences, l'importance de donner une place à chacun sans l'y enfermer. Le Mai 68 que j'ai vécu – dans la droite ligne de l'Education populaire – disait déjà cela.

*Qu'est-ce que mai 68 a changé à l'école, et qu'a-t-on conservé de ces changements dans l'école ?*

Les grandes mutations ont concerné l'enseignement supérieur avec la création de véritables universités structurées. Bien sûr, dans le secondaire, Edgar Faure a remplacé la note sur 20 par A, B, C, D, E... mais pas pour longtemps ! Il a créé un tronc commun en sixième et cinquième en intégrant complètement les filières « modernes » jusque-là mal considérées ; il a modifié la composition des conseils d'administration et

des conseils de classe en y introduisant des représentants des parents et des élèves. Rien de révolutionnaire et rien qui modifiait en profondeur la pédagogie. Olivier Guichard, qui succéda à Edgar Faure, sonna très vite la fin de la récréation. Et Mai 68 apparut alors vraiment comme le point culminant d'un mouvement qui l'avait précédé (avec des ministres comme Joseph Fontanet) et, en aucun cas, comme un point de départ d'un chamboulement radical de l'école.

Et, pourtant, il aurait dû l'être ! En effet, 1968 est la première année où tous les élèves de 16 ans sont, enfin, scolarisés (la scolarité obligatoire ne date que de 1959 et la réforme Fouchet sur les collèges de 1963). C'est l'arrivée massive dans l'école – et dans les collèges en particulier – d'enfants qui ne sont pas prédestinés à réussir. Les « barbares » viennent occuper le terrain des « héritiers » ! Changement radical de perspective qui aurait dû imposer un changement radical de l'organisation scolaire, des modes de prise en charge des élèves, de la gestion pédagogique de la classe. Si nous vivons aujourd'hui les difficultés que nous connaissons, c'est parce qu'en 1968, nous n'avons pas vraiment changé l'école... Nous nous sommes contentés d'affirmer « l'égalité des chances » en ouvrant largement les portes du collège, mais sans donner vraiment les moyens de réussir à ceux et celles qui n'avaient pas trouvé leur panoplie d'élève au pied de leur berceau. Conséquence : de victimes de l'exclusion, ils sont devenus coupables de leur propre échec... « Puisqu'on leur a donné leur chance et qu'ils échouent, c'est que, vraiment, ils ne méritent pas de réussir ! ». C'est ainsi qu'on a laissé se développer un darwinisme scolaire avec les effets que l'on connaît en termes de désespérance et d'explosion sociales.

*Qu'est-ce qui explique, dans la situation de l'école aujourd'hui, qu'on en (re)vienne à l'alternative contention/éducation ?*

Nous vivons une situation complètement inédite. L'économie de marché non régulée devient le paradigme de tous nos comportements. La société fonctionne à la « pulsion d'achat » comme nos voitures à l'essence. Le caprice mondialisé marginalise tous les efforts pour faire exister des alternatives durables. Simultanément, nos enfants sont soumis à un bombardement d'images, à un stress permanent, à une accélération formidable des communications... Ils absorbent complètement toutes les informations qui leur arrivent sans le moindre discernement... L'immédiateté devient la règle parce que la concurrence s'impose partout comme sur les chaînes de télévision : il faut fasciner, sidérer, scotcher... pour que le téléspectateur ne zappe pas ! La machinerie médiatique s'emballe. Et, même si quelques anciens de Mai 68 y jouent un rôle complaisant, elle n'est pas la conséquence de Mai 68, mais bien d'une forme nouvelle de capitalisme qui colonise les esprits et rend l'éducation infiniment problématique. Partout l'excitation monte et la marmite boue...

Face à cela, effectivement, toutes les formes de contentions apparaissent comme des remèdes faciles : camisole chimique pour les enfants « hyperactifs », crétinisation médiatique ou sportive pour les autres, dépistage précoce de tous les « dys- » afin de remettre chacun dans « le droit chemin », arsenal juridique pour enfermer plus et plus vite... Tout le contraire de l'éducation ! J'ai vécu Mai 68 comme un temps où, justement, a pu s'exprimer la volonté de faire primer l'éducation sur la contention. À cet égard, c'est peu dire qu'il reste toujours d'actualité.